



Cinq raisons pour lesquelles les «zones sécurisées» d'Astana sont bonnes pour la Russie et la Syrie

Par [Adam Garrie](#)

Mondialisation.ca, 10 mai 2017

[TheDuran](#) 7 mai 2017

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#),
[Russie et CEI](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),
[Services de renseignements](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Cette initiative controversée suscite beaucoup de débats, certains mesurés et certains affirmant de façon péremptoire que la Russie avait « bradé » les intérêts de son partenaire syrien.

Voici les principales raisons pour lesquelles ce fut un mouvement géopolitique magistral de la part de la Russie, qui aidera à maintenir la Syrie stable, souveraine et en sécurité.



En gris, les emplacements des quatre « zones de désescalade » établies par l'accord d'Astana

1. Cela renforce simplement les réalités du terrain

Actuellement, la Syrie opère dans le cadre d'un cessez-le-feu d'initiative russe, que le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté à l'unanimité l'an dernier. Même les États-Unis d'Obama n'ont pas osé opposer leur veto à cette résolution russe.

Le cessez-le-feu, dont les mots ont été bien pesés, établit un accord de non-agression dans lequel la coalition antiterroriste dirigée par la Syrie et certains groupes militants / terroristes sont tenus de ne pas engager le combat. Les plus grands groupes terroristes opérant en Syrie ne sont pas couverts par le cessez-le-feu. Cela signifie que des groupes comme ISIS, al-Qaïda / Nusra et d'autres sont encore combattus par la coalition qui inclut la Russie et l'Iran.

Le mémorandum d'aujourd'hui créant des zones de sécurité formalise simplement certaines régions qui seront clôturées, au propre comme au figuré, afin de renforcer le cessez-le-feu existant.

Cela permettra aux parties responsables comme la Syrie, la Russie et l'Iran de surveiller de plus près la situation ainsi que d'avoir une possibilité encore plus claire de combattre et de détruire les groupes dangereux non couverts par le cessez-le-feu.

2. La Turquie et les États-Unis sont politiquement neutralisés en Syrie

La Turquie et les États-Unis avaient tous deux déjà insisté pour l'établissement de zones de sécurité qui, en fait, auraient été des zones d'exclusion aérienne. Au cours des derniers

mois de l'administration Obama, les États-Unis ont cherché à établir des zones d'exclusion aérienne contrôlées par eux, qui auraient eu pour objectif de clouer les avions russes et syriens au sol. C'était totalement inacceptable pour la Russie et la Syrie et aurait pu amener les avions russes et ceux de l'OTAN à se tirer dessus. Les conséquences auraient été terribles.

La situation actuelle semble similaire, mais est en fait très différente. Sur le papier, la Turquie et les États-Unis ont obtenu ce qu'ils voulaient.

En réalité, cela signifie que la Russie et l'Iran ainsi que la Turquie seront les agents de contrôle des zones de sécurité. La Turquie, en tant que partenaire « *externe* » dans le groupe Astana, ne sera pas tentée de creuser de manière trop ouverte un fossé entre Ankara, d'un côté, et Moscou et Téhéran de l'autre. Si la Turquie le faisait, elle s'exposerait comme un partenaire totalement peu fiable. Les conséquences en seraient que la Turquie serait forcée de sortir du cadre d'Astana sans que cela n'entraîne l'effondrement de l'accord.

La Turquie a effectivement été mise au pied du mur.

La Russie a lancé la balle dans le camp d'Erdogan. Celui-ci est maintenant lié par un accord qui sera appliqué par des pays dont le rôle en Syrie a été positif, accord qui soutient le gouvernement, et par conséquent le peuple syrien.

Pour le formuler en termes plus mercenaires, la Russie et l'Iran ont retiré l'initiative des mains de la Turquie et des États-Unis. Ils contrôlent maintenant les zones de sécurité qui sont, de fait, des zones de non-survol. Cela signifie que la Turquie ne peut plus agir unilatéralement sans rompre un accord dont elle est l'un des signataires.

Cela signifie également que la Turquie et les États-Unis sont maintenant de plus en plus distants, en terme d'alignement en Syrie. La Turquie doit maintenant aider à faire respecter un accord rédigé sans les États-Unis. La Turquie est dans le « *club des grands garçons* », pour ainsi dire, mais la plus grande puissance militaire de l'OTAN n'en fait pas partie.

C'est aggravé par les tensions existantes entre la Turquie et les États-Unis en raison du refus de ces derniers de laisser tomber les forces kurdes du SFD et du refus de la Turquie de cesser d'attaquer les forces kurdes. Des troubles au paradis de l'OTAN est la phrase qui me vient à l'esprit.

En un mouvement rapide, la Russie et l'Iran ont non seulement conservé le statu quo en Syrie, mais ont simultanément coupé les ailes de la Turquie et isolé les États-Unis de façon à ce que toute tentative d'intervention de leur part dans les événements syriens risque de déclencher une guerre totale contre la Syrie, la Russie, l'Iran et même la Turquie.

3. La Syrie soutient l'initiative

L'envoyé diplomatique syrien aux Nations Unies, le Dr. Bachar al-Jaafari, a transmis l'approbation de la Syrie à cette initiative. Le pays ne risque pas de soutenir un mouvement allant contre ses propres intérêts, ni à court ni à long terme.

Vladimir Poutine a bien précisé dans sa conférence de presse avec le président turc Erdogan qu'aucune zone de sécurité ne pourrait être établie contre la volonté de la Syrie. Poutine a tenu sa parole et la Syrie ne risque pas de trahir.

La Syrie gagne la bataille contre les terroristes sur le terrain. L'attaque illégale des États-Unis, le 6 avril, n'a pas ralenti les progrès de l'armée arabe syrienne à cet égard. La Syrie soutient le mouvement pour la même raison que la Russie. La Syrie, en soutenant le Mémorandum, aura la possibilité de montrer le bluff de la Turquie au monde entier et de montrer également le bluff des factions militantes qui font partie des discussions d'Astana, si celles-ci ne respectent pas l'accord.

Si les zones de sécurité échouent, la Syrie sera justifiée, si elles réussissent, la Syrie pourra retrouver un semblant de normalité.

4. Les militants / terroristes sont en colère

Les factions militantes qui faisaient partie des discussions d'Astana ont quitté en colère la séance où le mémorandum a été signé par des représentants de la Russie, de l'Iran et de la Turquie.

Elles savent très bien que leur bluff a été repéré. Leur discussion sur la paix a été exposée comme étant un bluff, ce que beaucoup soupçonnaient et ce que la Syrie rappelait constamment.

Si les militants ne respectent pas les protocoles des zones de sécurité qui seront bientôt établies, le monde verra alors que leur but est la conquête plutôt que la paix. Ils seront démasqués comme étant des insurgés plutôt que des « *forces de l'opposition* ».

La Syrie sera enfin justifiée. Cela pourrait probablement se produire plus tôt que prévu.

À ce moment, la Russie, l'Iran et la Syrie pourront se tourner vers la Turquie et les États-Unis et leur dire « *Nous vous l'avions bien dit* ». Avec une coalition si diverse de nations et d'organisations en faveur de l'accord, ceux qui s'y opposeront seront alors les parties isolées. Ils n'auront plus aucune assise. Ils devront accepter ou recourir à une guerre unilatérale.

Bien que l'administration Trump soit imprévisible, la guerre unilatérale semble vraiment peu probable à ce stade.

5. Cet accord bénéficie d'un véritable soutien international

Porte-parole de l'ONU ✓ @UN_Spokeperson

Le secrétaire général @antonioGuterres a été positivement intéressé par l'accord d'Astana et espère une désescalade de la violence dans les régions clés de #Syria <http://bit.ly/2pF8YXH>

7h41 - 5 mai 2017

6666 Retweets 7676 aime

Alors que les États-Unis ont agi de manière unilatérale et illégale lors de leurs bombardements contre la Syrie, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a bien accueilli le Mémorandum d'Astana.

Une [déclaration officielle](#) de l'ONU proclame :

« Le secrétaire général est encouragé par l'accord qui s'est tenu aujourd'hui à Astana, au Kazakhstan, par les pays garants, l'Iran, la Russie et la Turquie afin de calmer la violence dans des régions clés de Syrie.

Il sera crucial de voir cet accord améliorer réellement la vie des Syriens. Le Secrétaire général se félicite de l'engagement à cesser l'utilisation de toutes les armes, en particulier les raids aériens ; de l'accès à une aide humanitaire rapide, sûr et sans entrave ; de la création de conditions permettant la fourniture d'une aide médicale et de pouvoir répondre aux besoins fondamentaux des civils. Les engagements pris ne devraient pas affecter les droits des Syriens à chercher et à bénéficier de l'asile.

L'ONU continuera à soutenir la désescalade des violences dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité sur la Syrie. L'ONU a également soutenu de manière proactive les discussions à Astana concernant les détenus et le déminage humanitaire.

Le Secrétaire général se félicite de l'affirmation faite pendant la réunion d'Astana de l'importance fondamentale de trouver une solution politique et du plein appui exprimé au processus de négociations intra-syriennes dirigé par l'ONU à Genève dans le cadre de la résolution 2254 du Conseil de sécurité.

L'envoyé spécial du Secrétaire général, Staffan de Mistura, est en consultation avec tous les intéressés pour finaliser la date du prochain cycle de discussions intra-syriennes. »

Alors que les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ont fréquemment négligé l'ONU, il est essentiel que ce plan, qui a l'approbation de la Syrie, soit également conforme aux vœux des Nations Unies.

Cela confirme encore la façon dont les États-Unis et les militants sunnites radicaux sont isolés à l'heure actuelle. La Russie, l'Iran, la Syrie, la Turquie et l'ONU sont d'un côté, alors que les États-Unis et les radicaux armés sont de l'autre.

Plane bien sûr le danger qu'un tel accord puisse conduire à la fédéralisation de la Syrie. Mais cette éventualité est cependant refusée par un pays qui soutient l'accord, la Syrie, ainsi que par un signataire de l'accord, l'Iran.

Alors que certains ont accusé la Russie d'agnosticisme par rapport à la fédéralisation, en fin de compte, la Russie a toujours déclaré que c'est une question syrienne et à la Syrie de décider. Cela conduit à la conclusion que la Russie ne soutiendra pas une fédéralisation contre les souhaits de Damas.

Le Mémoire change peu les réalités sur le terrain syrien, mais il modifie considérablement la trajectoire politique de la situation en faveur de la Syrie, de la Russie et de l'Iran. La Turquie a été mise dans un coin et les États-Unis n'ont même pas de coin où rester.

La stratégie « à long terme » de la Russie semble avoir réussi.

Adam Garrie

Article original en anglais :



[Confirmed by OPCW: Terrorists Used Illegal Chemical Weapons in Aleppo-Organisation Refuses to Investigate Alleged False Flag Attack in Idlib](#)

Traduit par Wayan, relu par M pour [le Saker Francophone](#)

La source originale de cet article est [TheDuran](#)

Copyright © [Adam Garrie](#), [TheDuran](#), 2017

Articles Par : [Adam Garrie](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca